L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73.

NOUVELLE-ORLEANS, SAMEDI MATIN, 14 OCTOBRE 1871. 46me Année—Vol. XLV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIETAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS,
SAMEDI MATIN, 14 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Pour les détails, voir aux annonces.

Par le Shérif, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale.—Un terrain situé dans le Deuxième District, Chemin du Bayou, entre les rues Johnson et Galvez, avec les améliorations qui s'y trouvent. Par O. de Férier, à midi, à la Bourse.—Un terrain face au Chemin du Bayou et à la rue Galvez, avec toutes les bâtisses qui s'y trouvent. Par O. de Férier, à midi, à la Bourse.—Un terrain situé dans le Troisième District, à l'angle des rues Bourbon et de la Piété, avec une petite maison et toutes l'aisances et dépendances. De plus, rue très agréable résidence No 121, rue St. Louis, entre Dauphine et Bourbon.

Par C. F. Gravier & Co., à Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale—la maison connue sous le No 7 rue de la Paix, entre Chartres et Royale. Aussi, une jolie résidence de famille, au No 77 rue Kerlerec, entre Roman et de Lesseps Enfants.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan Vieille-Levée, 44 et 47—chaussures assorties.

Par Maurice Barrett, sur la façade de la Bourse de St-Louis, rue St-Louis, entre Royale et Chartres.—Vente régulière de meubles.

Par R. M. Montgomery à sa salle d'encan, 37 rue du Camp—Vente régulière de meubles.

Par O. Valeton, No 14 rue Natchez—Jambons, épaules, porc, bœuf, comestibles, etc.

Par Vincent & Co., à leur salle d'encan—Linge, lingerie de messieurs, malles.

Par J. N. Robert, à sa salle d'encan, 44 Vieille Levée.—parfumerie, marchandises sèches, mercerie, &c.

ATTENTION!

☞ Propriété de valeur à l'encan par le Shérif.

Nous appelons l'attention publique sur les ventes à encan qui auront lieu aujourd'hui, à midi, à la Bourse des Négociants et des Encanteurs, rue Royale, par le ministère du shérif. Ces ventes comprennent

1o—Un terrain situé au Deuxième District, sur le Chemin du Bayou, entre les rues Galvez et Johnson.

2o—Et un terrain situé au même district, faisant face au Chemin du Bayou et à la rue Galvez.

Pour le détail, voir aux annonces.

☞ Faites imprimer vos Factures, Cartes, etc., et faites faire vos lettres au Pelican Printing Office.” 112 et 114, rue Poydras.

THEATRES

Aujourd'hui, Samedi.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—A midi et le soir—Ministrels de Hart, Ryman et Barney.

La police et les voleurs.

La police publique organisée, il y a près de trois ans, sous le nom de police métropolitaine, par le gouverneur Warmouth, nous a coûté déjà près de trois millions de dollars. En dehors des services politiques qu'elle rend au gouverneur dans les clubs de son parti et au moment des élections, elle ne sert guère à autre chose qu'à l'arrestation de quelques malheureuses et à l'assommage de pauvres diables d'ivrognes, dont plusieurs ont succombé sous le bâton des policemen.

Sur les réclamations du Conseil de ville, la force de police a été réduite au chiffre de 604 hommes; pour une ville de 200,000 âmes, ce qui fait un policeman par 330 habitants. Dans une ville européenne ayant la même population, le chiffre des agents de police n'est certainement pas de cent hommes. Les dépenses pour la police cette année, seront de $730,000. Il y a dix ans, le budget de la police était de $240,000. Chaque homme de police coûte à la ville plus de $150 par mois. Les fonctions d'agent de police étant pénibles, délicates, difficiles et dangereuses, nous n'avons aucune objection à ce qu'elles soient bien rétribuées pourvu qu'elles soient convenablement remplies. Mais en est-il ainsi?

Qu'on prenne les journaux de la ville et qu'on lasse le relevé des vols avec effraction commis la nuit dans les maisons, on n'en trouvera pas moins de 300 dans une seule année. Eh bien! sur ces 300 crimes contre la sécurité des personnes et des propriétés, il n'y en a pas plus de dix qui soient de la part de la police l'objet d'une enquête ou de recherches sérieuses. La victime d'un de ces vols audacieux va t-elle se plaindre, engager, le plus souvent, à ne pas faire d'affidavit, attendu que l'on n'a pas de preuves et que ce serait inutile. Mais pourquoi donc faire-t-on la police, sinon pour rechercher ces preuves, en examinant les lieux, en se renseignant sur les individus soupçonnés et en faisant des perquisitions pour arriver à la découverte des voleurs et des vols volés?

Il y a longtemps que nous avons dit qu'au lieu de centaines de policemen armés de bâtons qui ne servent qu'à arrêter les voleurs de leur présence on à assommer des ivrognes, on devrait avoir des agents secrets qui suivraient, chaque jour, à la piste, les voleurs notoires, étudieraient leurs habitudes et leurs relations, et pourraient ainsi, sans les arrêter au moment du flagrant délit, saisir les retrouver, eux et leur butin, quand ils auraient fait un coup.

Or, sur dix agents de police, nous avons à peine une distance d'agents secrets, dits détectives, et ces agents ne se mettent en campagne que lorsqu'il s'agit d'un vol assez important pour que le volé puisse leur offrir une récompense plus qu'honnête. Il a été prouvé que ces détectives étaient en relations avec les voleurs de profession et que plus d'un était accessible à la corruption, ce qui explique comment même pour les vols importants, les criminels échappent souvent au châtiment qui leur est dû.

Mais, depuis trois ans, nous pourrions citer des centaines de cas de vols avec effraction, la nuit, dans les maisons, qui n'ont pas donné lieu à la moindre tentative de la part de la police pour trouver les coupables. C'est état de choses est tellement connu que beaucoup de personnes ne se dérangent même plus la police de rapporter les vols insignifiants dont elles peuvent avoir été victimes, dans leurs maisons de résidence, tant elles sont persuadées que cela est inutile.

Il faut un changement de législation et un changement de système pour remédier à cette absence complète de sécurité pour les propriétés. Tant que nous aurons la police métropolitaine actuelle, il faudra nous résigner à payer sept à huit cent mille piastres par an, pour entretenir les 604 auxiliaires de M. Warmoth, et à ne compter que sur nous-même pour nous protéger contre les voleurs de nuit.

LA VILLE DE CHICAGO.

Le tableau suivant peut donner une idée de la rapidité avec laquelle la ville de Chicago a vu s'accroître le nombre de ses habitants et la valeur de ses propriétés:

	Population.	Valeur des propriétés.
1840	4,470	$ 94,437
1845	12,088	3,065,022
1850	28,269	7,220,349
1855	80,023	28,993,905
1860	109,260	42,053,512
1865	157,146	64,766,177
1870	298,977	226,054,640

Il paraît que le nombre des maisons construites en 1870 était de 48,300, dont seulement étaient en briques ou en pierre, ce qui explique la facilité avec laquelle le feu a pu se propager.

ACADÉMIE DE MUSIQUE.—Grande matinée aujourd'hui, avec les Ministrels Hart, Ryman & Barney.

Les acheteurs de la campagne feront bien d'aller visiter l'immense assortiment de chapeaux du magasin Robt. E. Lee. Impossible de trouver une plus grande variété ni des prix plus modérés!

CHEMIN DE FER DE MOBILE.—Le public voyageur est prévenu qu'un train de plaisir partira de la Nouvelle-Orléans tous les dimanches à 5 heures, allant jusqu'à Ocean Springs et s'arrêtant à toutes les stations intermédiaires. Ce train arrivera à Ocean Springs à midi 20 minutes et repartira le lundi matin à 6 heures pour être à la Nouvelle-Orléans à 10 heures 20.

☞ Assignation No. 69, 70, 71 et 72. Voyez la colonne des notices spéciales.—Mort de H. J. Gildermeister, Gardner Bancks.—Samuel Wolff et B. W. Westendorff; payable au bureau de la Société Lanzalenne d'assistance et de bienfaisance mutuelle et d'assurance sur la vie rue Carondelet, No. 120.

Il y a une avalanche de chapeaux de nouvelle mode au Robt. E. Lee, au coin des rues St. Louis et Royale.

—Le *Courrier du Gard* a annoncé que la peine de mort prononcée contre les condamnés Gaston Crémieux, Pélissier, Etienne et Moriz, vient d'être commuée en celle de vingt ans de détention dans une enceinte fortifiée.

Un bon mouvement.

Nous nous empressons de donner place à la lettre suivante, sur laquelle nous appelons l'attention de tous les résidents français de la Nouvelle-Orléans. Il s'agit d'une souscription en faveur de la Société Française de Secours Mutuels de Chicago:

Nouvelle-Orléans, 13 octobre 1871.

A M. F. Limet,
Rédacteur de l'*Abeille*.

Cher Monsieur,

Dans sa séance d'hier soir, le Conseil d'administration de notre Société Française a décidé qu'il mettrait en circulation des listes de souscription en faveur de la SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE SECOURS MUTUELS de Chicago, dont les membres, — nos compatriotes, — viennent d'être si cruellement éprouvés par la récente catastrophe.

Cette idée de solidarité dans le malheur, — surtout entre nous tous, fils d'une même terre, — sera comprise et partagée par toutes les Sociétés Françaises des Etats-Unis, qui, nous en sommes convaincus, ne tarderont pas à nous suivre dans la voie que nous entrons.

Veuillez donc vous avoir la bonté d'apprendre, en quelques mots, à vos lecteurs le fait que je vous signale et de les engager à concourir à cette œuvre de secours!

Dans cet espoir, je vous prie, cher monsieur, d'agréer mes respectueuses salutations.

F. TURGIS,
Vice-Président de la Société Française.

ELECTION DU COMITÉ DE LA DÉMOCRATIE DE PAROISSE.—Les clubs du cinquième ward de la paroisse d'Orléans, appartenant au parti démocratique, sont convoqués pour le mardi 24 octobre, dans leurs locaux ordinaires, afin d'élire chacun deux délégués au comité central de paroisse. Les nouveaux délégués remplaceront le comité actuel.

Nous engageons les citoyens à prendre note de cette convocation et à s'occuper à l'avance du choix de ces délégués. Les citoyens qui ne sont pas membres des clubs démocratiques de wards peuvent se faire inscrire avant le jour de l'élection.

☞ Programme pour les danses et les enfants, à la matinée de l'Académie.

☞ Nous remercions M. A. Commagere, assistant-assesseur du Revenu interne de l'envoi qu'il nous fait du numéro du 30 septembre de la publication intitulée “The Internal Revenue Record”.

FOIRE AU PROFIT DE L'EGLISE NOTRE-DAME DU SACRÉ-COEUR.—Nous avons parlé, il y a quelques semaines, d'une nouvelle église que M. l'Abbé Borias fait construire, rue Claiborne, à l'angle de la rue Annette. L'Abbé Borias poursuit son œuvre pieuse avec un zèle infatigable, et il est soutenu dans son entreprise par les damnes les plus distinguées de la société créole. Nous apprenons que sous le patronage de celles-ci, une foire dont le profit est destiné à l'Eglise Notre-Dame du Sacré-Cœur, s'ouvrira lundi prochain, le octobre, dans les vastes salles du “Staffer Building,” rue du Canal. Le comité des dames patronnesses est ainsi constitué: Mme Henry Feychaud, présidente; Madame Alexandre Boisfontaine, vice-présidente; Mme Ed. Forstall, secrétaire de plusieurs autres dames. Tels sont les noms que nous lisons sur les lettres d'invitation. Ils sont les sûrs garants d'un succès qui ne peut être un moment en question.

Voulez-vous un bon cigare? de raison, allez au magasin du Robt. E. Lee. Il vient d'en recevoir des manufactures d'Europe et du Nord à la dernière mode.

TAXES ARRIÉRÉES.—On verra plus loin un avis du shérif, relatif aux taxes non payées de 1869. Les contribuables retardataires sont priés de venir solder leurs propres. Ces sommes, annoncées et répétées à la dite taxe n'on est pas payée au 1er novembre prochain.

Etre bien coiffé et à meilleur marché faubleux, voilà un problème dont la solution se trouve à la chapellerie Robt. E. Lee! Il est impossible de battre le magasin du Robt. E. Lee, coin Royale et St-Louis, pour la qualité, la coupe, le fini et le bon marché de ses chapeaux de tout genre.

☞ Matinée à l'Académie, avec un programme choisi et des plus variés.

Un seul que le général allemand de Manteuffel, et un de ses aides de camp, assistaient, dimanche dernier, au dîner offert donné par le président de la République, au ministre d'Autriche et aux généraux Ducrot et Chanzy. Le premier, lorsque quelques instants avant que l'on passât à table, vint à parler de Manteuffel, de la présence duquel personne n'avait été prévenu, éprouva une assez vive émotion.

Mais cette émotion devint plus vive encore quand M. Thiers, s'approchant de lui, dit:

—Mon cher général, M. de Manteuffel désire vous connaître. Veuillez me permettre de vous présenter à lui.

M. Ducrot devint tout pâle, s'hésitant:

—Je suis désolé, monsieur le président, d'être dans la nécessité de vous répondre par un refus. Mais je ne désire pas être présenté à aucun Allemand.

—Cependant...

—Si le prince de Bismarck m'a combattu pendant la guerre avec des armes ordinaires, il m'a calomnié à plaisir après que j'avais vidé ma parole d'honneur quand il s'avait le contraire, et il a envoyé une note dans ce sens aux chancelleries européennes.

—Mais, M. de Manteuffel est l'ennemi personnel de M. de Bismarck...

—Le fait est que j'ai mis personnellement hors de combat plus d'un d'entre eux, répliqua le général Ducrot.

M. Thiers n'insista pas et présenta seulement le général de Manteuffel.

Quant au général Ducrot, il était sous l'empire d'une irritation telle, qu'il voulait sur le champ partir pour Paris. Il fut retenu par un ami et ne partit qu'après le dîner.

Durant le repas, M. de Manteuffel était assis à côté d'un monsieur de la famille duquel il avait fait un mauvais sang fort sérieux, dont on nous a cité le fragment suivant:

Vous êtes très heureux dans votre malheur, disait-il à ce monsieur. Votre maison a été pillée, mais elle n'a pas été brûlée comme celle de M. le comte de Chambord, et alors vous auriez des alliances et vous seriez sauvé.

—Vous oubliez, Excellence que M. le comte de Chambord ne veut rentrer en France qu'avec le drapeau blanc, et que les Français ne veulent pas renoncer au drapeau tricolore.

—Oh! ça ne fait rien, reprit en souriant M. de Manteuffel, le prince accepterait le drapeau tricolore, et alors il mettrait un plumet blanc à son chapeau.

—Voici un trait de générosité de l'ancien préfet prussien de Strasbourg, que nous croyons devoir citer, au risque de blesser sa modestie.

M. le baron de Lauxbourg parcourait récemment, avec l'inspecteur supérieur de l'enseignement, les écoles du département. Il arrive dans un petit village de l'arrondissement de Wissembourg, inspecte l'école, passe les marmots en revue, et, au moment de se retirer, se tourne vers le maître d'école dont l'accueil lui avait sans doute paru plus sympathique que celui de ses autres collègues, et lui dit:

—Eh! bien, monsieur, vous voyez que la Prusse s'occupe avant tout de l'instruction primaire. Du temps des Français, voyiez-vous souvent M. le préfet? Lavez-vous jamais vu?

—Certainement, répondit avec beaucoup de franchise l'instituteur alsacien, et même, la dernière fois que M. le baron l'on est venu visiter mon école, l'année dernière, il m'a laissé dix napoléons, à partager entre mes pauvres élèves, dont beaucoup, certainement ne purent le voir, n'ont pas même de chaussures.

—Ah! fit le préfet, d'un air contrariné.

L'inspecteur supérieur, de l'enseignement public et le préfet se lui dit: Votre Excellence ne pense-t-elle pas qu'il faut aussi faire quelque chose pour ces malheureux enfants?

—Oui, reprit le préfet, mais que faire? Donner de l'or à ces enfants comme les Français sont prodigues par le général, c'est leur inspirer de mauvais sentiments: l'amour des richesses. Ils sont d'un gain que l'on n'a pas acquis par le travail, c'est immoral.

—Eh bien! fit l'inspecteur, si on leur donnait des livres d'écoles?

—Oui, mais où en trouver? Les libraires sont loin et il faut que le don soit immédiat.

—Que dirait Votre Excellence d'une collation?

—Et reprit le préfet, risquer de griser des enfants, ce serait encore imiter la France.

—Alors, que faire? dit l'inspecteur à bout de ressources.

—Jeunes élèves, reprit le préfet, en se tournant vers les bambins, la Prusse vous donne deux jours de congé.

—Vive la France! s'écria toute la classe d'une seule voix.

☞ Ventilation des plus agréables à l'Académie, pour la première matinée.

—Voici le texte exact du hatt impérial par lequel Abd-El-Aziz nomme Mahmoud pacha à la dignité et aux fonctions de grand vizir:

“Mon illustre vizir,

“Par suite de la mort d'Aali pacha, je te confie le poste de grand vizir, étant persuadé, à cause de ton mérite éprouvé et de tes capacités, que tu rempliras dignement cette haute dignité, que tu feras le bonheur de mes sujets fortunés.

“Il est inutile de te dire combien tu dois te dévouer, de concert avec tous les autres ministres, à la bonne administration des affaires de l'Etat et à ses développements, et à tout ce qui est de nature à procurer le bien-être et la félicité de mes sujets.”

Le “Rural”.—Nous publierons demain un pastiche publié dans le *Rural* de Paris par notre jeune compatriote, M. Albert Delpit. C'est le jugement supposé devant un conseil de guerre, en 1970, des ministres du 4 septembre. On y voit MM. Trochu, Favre, Picard et autres répondant devant la justice de la belle équipée qui a abouti au traité de paix honteux et onéreux que l'on connaît.

☞ Les joyaux des Ministrels à l'Académie, aujourd'hui, pour la matinée.

CHRONIQUE LOCALE.

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE DE LA NOUVELLE-ORLÉANS.—Une assemblée de cette société, tenue hier, une allocation de $200 a été votée à l'unanimité pour les ouvriers typographes de Chicago.

QUATRIÈME COUR DE DISTRICT.—Juge Théard.—La Société de l'Opéra a intenté devant cette Cour une action contre Eug. Pillastre qui est redevable à la dite société de la somme de $1920 francs ou en le dollar étant évalué à 5 francs 25 centimes avec les intérêts du jour de la demande.

La société dit que le 30 août 1870, le dit E. Pillastre fit un contrat avec Edouard Calabrési, agissant au nom de la société, par lequel il s'obligeait à remplir pour le Théâtre de l'Opéra, de la Nouvelle-Orléans, les devoirs de peintre de scène du dit théâtre, et à faire toutes choses nécessaires conformément aux demandes et ordres du bureau, sur ces conditions fidèlement exécutées, le dit Calabrési obligea la dite corporation à payer au dit E. Pillastre 1300 francs par mois pour le terme de sept mois, à commencer le 1er avril 1870.

Dans le dit contrat il est stipulé qu'un forfait de tout le montant du salaire pour le terme de l'engagement sera payé par la partie qui le violera.

M. Pillastre a violé le contrat.

1o En abandonnant et négligeant ses travaux et en refusant d'obéir aux ordres.

2o En employant longtemps à travailler pour d'autres théâtres et spécialement pour le théâtre d'hiver des Variétés.

3o En offrant sa démission de peintre de scène avant l'expiration de son engagement, et dans un moment où ses services faisaient le plus besoin.

La Société de l'Opéra soutient que ces violations de contrat par le dit Philastre, l'ont rendu redevable du montant de son salaire pendant le temps de son engagement, montant tout à élève à 5,800 francs. M. Arnaud Pitot est l'avocat du plaignant.

ASSESSMENT D'ETAT POUR LA NOUVELLE-ORLÉANS.—Ce qui suit est l'assessment d'Etat pour les taxes qui devront être payées en 1872 par le Troisième et le Quatrième District de la ville:

Troisième District—Représentatif représentatif, $2,408,950; une district représentatif, $2,396,715; une district représentatif, $3,901,86.

Total, $12,579,500.

Quatrième District.—Une district représentatif, $16,879,700.

AFFAIRE BOYD.—La salle est pleine. Le jury de coroner, John Field, avait eu les honneurs de la dernière séance. Hier ces honneurs ont été réservés à John Johnson, autre juré à l'égard du quel l'avocat général a demandé ainsi:

“Si la Cour veut bien me le permettre, je lui dirai qu'ayant compulsé les registres de la Cour, j'ai découvert qu'un autre membre du jury est incompétent à servir comme tel. Je veux parler de John Johnson qui fut jugé pour meurtre en 1855, qui fut convaincu et condamné à la peine de pénitencier par cette honorable Cour.

“Si la Cour veut bien me le permettre, je lui dirai qu'ayant compulsé les registres de la Cour, j'ai découvert qu'un autre membre du jury est incompétent à servir comme tel. Je veux parler de John Johnson qui fut jugé pour meurtre en 1855, qui fut convaincu et condamné à la peine de pénitencier par cette honorable Cour.

M. Johnson est un blanc qui fut accusé par l'avocat-général Isaac D. Moise, pour le meurtre d'un nommé John Spellman, natif d'Irlande, âgé de 38 ans, qui, d'après le procès qui eut lieu devant John Forstall, mourut d'une hémorrhagie, résultant d'une blessure d'arme à feu, blessure faite par John Johnson, aide particulier de Johnson, ses neveu, dans la soirée du 27 janvier 1855, rue des Magasins, en cette ville.

Johnson traduit devant la Cour, répondit qu'il n'était pas coupable, mais il fut trouvé coupable de meurtre le 2 juin 1855 par le jury dont le chef était B. Léandre Lacoste et condamné à 15 ans de travaux forcés au pénitencier.

L'avocat-général demande, en conséquence, que le jugement soit donné.

M. Semmes s'y oppose et fait valoir longuement ses objections. Il dit entre autres choses qu'un juré ne peut juger d'une proclamation lancée par le général Butler, et que la question du pardon a été décidée dans cette Cour. S'il en est ainsi, dit E. Semmes, il est inutile d'avoir recours à d'autres arguments.

M. Castellanos, jr. Je désire informer la Cour que devant elle se trouve Richard Scott, témoin dans une certaine affaire, fut arrêté et accusé d'être en échappé de prison et que dans ce cas il fut élargi par une décision de cette Cour sur un habeas corpus.

M. Belden lit diverses autorités et dit que Johnson, s'il a jamais prêté le serment d'enregistrement, n'en était pas moins un témoin et un juré incompétent. Le statut dit que toute personne convaincue d'un crime punissable par l'emprisonnement au pénitencier, est sans qualité pour servir comme juré.

L'avocat-général dôre de prouver par témoins l'identité du juré.

La défense objecte.

La cour décide que ce principe général, la preuve est admissible.

M. Semmes objecte et dit qu'il prendra une exception.

Le col. A. P. Field identifie les registres et dit qu'il défendit Johnson dans le procès qui eut lieu. Il l'a vu plusieurs fois dans son cabinet et le reconnaîtrait parfaitement. Il le montre du doigt.

La Cour décide que le pardon dont être produit, et c'est à la défense à le produire par un extrait des archives de l'Etat.

M. Castellanos lit la décision du juge Abell dans l'affaire de Richard Scott, accusé d'être un échappé de prison, mais qui fut mis en liberté parce qu'il fut prouvé qu'il avait été pleinement pardonné par le général Shepley, gouverneur militaire en 1865.

Le juge dit que sa décision était simplement relative au retour de Scott au pénitencier.

L'avocat-général veut bien donner aux avocats de la défense le temps d'examiner les archives et les registres ou le pardon allégué peut être trouvé.

M. Semmes demande qu'on n'en rapporte au jury sur la question du pardon ce qui est rapporté une partie de temps.

M. Belden objecte à cela et la Cour aussi.

M. Atocha dit alors que s'il ne peuvent trouver le pardon, le jury soit déchargé avant l'ajournement de la Cour.—La Cour y consent et s'ajourne à 2 heures de relevée.

Le délai écoulé, l'affaire est reprise et les avocats de la défense sont obligés d'avouer qu'ils n'ont pu trouver aucun pardon dans les papiers du secrétaire d'Etat, mais ils proposent de prouver le pardon par un certificat du surintendant du pénitencier, attestant le fait de grâce accordée par le général Shepley.

L'avocat-général dit que ce n'est pas là une preuve et la cour y souscrit.

Le juge, réservant son opinion, a remis l'affaire à ce lundi.

MYSTÉRIEUX COUP DE PISTOLET.—M. Paisley, ex-membre du conseil des assistants-aldermen, pour le 6me ward, 8me district, et maintenant attaché au département de la collection du journal le Time, a été hier la victime d'une décharge d'arme à feu dont personne ne peut rendre compte. Il passait rue Carondelet, inspecte l'école, passe les marmots en revue, et, au moment de se retirer, se tourne vers le maître d'école dont l'accueil lui avait sans doute paru plus sympathique que celui de ses autres collègues, et lui dit:

—Eh! bien, monsieur, vous voyez que la Prusse s'occupe avant tout de l'instruction primaire. Du temps des Français, voyiez-vous souvent M. le préfet? Lavez-vous jamais vu?

—Certainement, répondit avec beaucoup de franchise l'instituteur alsacien, et même, la dernière fois que M. le baron l'on est venu visiter mon école, l'année dernière, il m'a laissé dix napoléons, à partager entre mes pauvres élèves, dont beaucoup, certainement ne purent le voir, n'ont pas même de chaussures.

—Ah! fit le préfet, d'un air contrariné.

L'inspecteur supérieur de l'enseignement public et le préfet se lui dit: Votre Excellence ne pense-t-elle pas qu'il faut aussi faire quelque chose pour ces malheureux enfants?

—Oui, reprit le préfet, mais que faire? Donner de l'or à ces enfants comme les Français sont prodigues par le général, c'est leur inspirer de mauvais sentiments: l'amour des richesses. Ils sont d'un gain que l'on n'a pas acquis par le travail, c'est immoral.

—Eh bien! fit l'inspecteur, si on leur donnait des livres d'écoles?

—Oui, mais où en trouver? Les libraires sont loin et il faut que le don soit immédiat.

—Que dirait Votre Excellence d'une collation?

—Et reprit le préfet, risquer de griser des enfants, ce serait encore imiter la France.

—Alors, que faire? dit l'inspecteur à bout de ressources.

—Jeunes élèves, reprit le préfet, en se tournant vers les bambins, la Prusse vous donne deux jours de congé.

—Vive la France! s'écria toute la classe d'une seule voix.

☞ Ventilation des plus agréables à l'Académie, pour la première matinée.

—Voici le texte exact du hatt impérial par lequel Abd-El-Aziz nomme Mahmoud pacha à la dignité et aux fonctions de grand vizir:

“Mon illustre vizir,

“Par suite de la mort d'Aali pacha, je te confie le poste de grand vizir, étant persuadé, à cause de ton mérite éprouvé et de tes capacités, que tu rempliras dignement cette haute dignité, que tu feras le bonheur de mes sujets fortunés.

“Il est inutile de te dire combien tu dois te dévouer, de concert avec tous les autres ministres, à la bonne administration des affaires de l'Etat et à ses développements, et à tout ce qui est de nature à procurer le bien-être et la félicité de mes sujets.”

Le courage du patient les encourage. Les serveurs obéissent aux prescriptions du docteur, le gouverneur de la voiture et le postillon; il n'est que temps, car le malade, épuisé, allait succomber. Le président des opérations leur ordonne de continuer, et encourage le docteur à prendre le courage.

PAR LE TELEGRAPHE

Dépêches transmises à l'“Abeille.”

Les compagnies d'Assurance Anglaises.

Toutes paieront leur part des désastres de Chicago.

Proclamation du maire de cette ville.

On la rebatit et tous les habitants ont déjà des abris.

Warmoth et le parti démocrate en Louisiane.

Accord basé sur un partage des places.

Le président Grant opposé à ce plan.

Les journaux républicains de Paris

Ils blament tous la nomination de O. Périer.

Traité de douane signé à Berlin.

La Chambre de Commerce de Manchester.

Elle regrette l'abrogation des traités de commerce avec la France.

NOUVELLES EUROPÉENNES.

Londres, 13.—Les pertes des compagnies de Liverpool par l'incendie de Chicago s'élèvent à un total de £80,000 livres sterling.

La grève de New Castle continue. Il y a eu plusieurs blessés dans une émeute que la police a aisément supprimée.

L'impératrice Eugénie retournera bientôt à Chislehurst.

La santé de la reine Victoria s'améliore.

Madrid, 12 oct.—Le brouille entre les adhérents de Sagasta et de Sorni est complète. Les républicains sont prêts, dit-on, à faire un mouvement contre le gouvernement.

Paris, 13.—Les journaux radicaux sont mécontents dans leur censure de la nomination de Périer au ministère de l'intérieur. Ils accusent Thiers de reprendre conduire au gouvernement républicain sans appeler de républicains à son aide.

Versailles, 13.—Dans une réunion de la commission permanente, Périer a dit que les troubles déclarés dans la voie de la ratification du traité de douane avec l'Allemagne avaient été écartées.

Berlin, 13.—On rapporte que deux traités ont été signés aujourd'hui. P. Quertier repart demain pour Paris.

Londres, 13.—La chambre de commerce de Manchester, dans un meeting ces roquet pour considérer l'abrogation proposée des traités de commerce français, a adopté une résolution exprimant le profond regret que lui fait éprouver la disposition du gouvernement français à adopter un moyen qui entraverait le commerce entre la France et les autres pays.

NOUVELLES DE WASHINGTON.

Washington, 13.—Il a transpiré que le Président a fait des nominations ni révocations qui pourraient augmenter les chances de Warmouth. On s'attend à ce que Warmouth impeaché, ce qui rétablirait Pharmacie dans son droit. Il n'y a pas encore que l'organisation démocratique en Louisiane est disposée à soutenir Warmouth. Au contraire une division ouverte se déclare, les Républicains devant avoir le gouverneur, le secrétaire d'Etat et l'auditeur. Le Démocrate aura le lieutenant-gouverneur et l'avocat-général. Le surintendant de l'éducation devant être acceptable aux deux partis. Les petites places dans tout l'Etat devront être distribuées aux meilleurs hommes, sans distinction de parti.

La plus grosse réclamation est celle de la succession de Barry Hayes, de la Nile-Orléans, pour les services du steamer Star Light comme transport du gouvernement pendant la guerre. Cette réclamation s'élève à $230,000.

Washington, 12.—Les retours de l'élection de Hayes, et les détails des incendies dans le Wisconsin et le Michigan sont retardés en partie par l'interruption des communications télégraphiques à Chicago, mais les officiers du gouvernement donnent des instructions des conflagrations qui bâyent les champs et les forets du nord-ouest.

On tâchera d'obtenir des communications plus larges de circuit.

Washington, 13.—Il est probable que se mois le nombre d'ouvriers très généralement dans tous les Etats atlantiques avec des vents d'Est et l'assombrissement croissant du ciel a été aussi possible sur les côtes de l'Atlantique et le Golfe. Il y a eu beaucoup de pluie, mais pas de vent. Les dommages sont très légers. Les bateaux à vapeur arrivent ainsi en avant, et avec une succession de contrastes bien réelle, pour faire le supplice pendant des heures. On dit que 800 vaisseaux ont été ou sont encore en danger. Il est impossible d'estimer la perte de vie, mais elle est probablement peu considérable.

A la fin, grande les bourreaux sont arrivés au camp et on sont rapporté un instant passé qu'ils savaient que de victimes allait être mise à pourvoi sans pouvoir en être délivrés!

Dis-est mon fils!

Le courage du patient les encourage. Les serveurs obéissent aux prescriptions du docteur, le gouverneur de la voiture et le postillon; il n'est que temps, car le malade, épuisé, allait succomber. Le président des opérations leur ordonne de continuer, et encourage le docteur à prendre le courage.

Chicago, 13.—Haut dévasteurs ont été sauvés. La perte en grains s'élèvera à 2 millions de boisseaux.

Hartford, 13.—La circulaire des compagnies d'assurance du Connecticut dit: les pertes de Chicago sont trop fortes et l'on sera obligé de suspendre les affaires jusqu'à ce qu'une réorganisation ait lieu.

Chicago, 13.—Les compagnies de Liverpool, de Londres et de Glasgow ont commencé le payement immédiat de leurs pertes qui s'élèvent à $6,000,000.

La compagnie du Commerce, à Albany, avec une perte de $450,000 a été mise dans les mains d'un receveur.

Il paraît maintenant qu'il a péri plus de gens qu'on ne l'avait supposé tout d'abord.

Chicago, 13.—Le bruit court, et quelques personnes y croient, que le banquier Chisan a été assassiné.

Des dissensions existent entre le maire et le conseil communal au sujet de l'administration des affaires.

Rome, 13.—Il y avait un monde fou aux Grottes aujourd'hui. L'exposition était magnifique.

Charleston, 13.—Deux personnes sont mortes de la fièvre jaune pendant les dernières 24 heures.

St-Louis, 13.—Une dépêche de Springfield au Démocrate dit: La législature de l'Illinois s'est réunie aujourd'hui. Les membres vont à Chicago ce soir pour exprimer leur sympathie et prendre part aux secours de plus désastreux pour aider la ville.

Chicago, 13.—La proclamation suivante vient d'être communiquée à la presse associée:

“Le maire de Chicago est heureux de pouvoir annoncer que la ville reste tranquille et en ordre. Il n'y a désormais ni incendiaires; l'ordre règne et les pompiers et les bleus joalement de la même sécurité qu'avant l'incendie de la ville.

L'explosion a été d'une violence extrême. Plusieurs cadavres se sont ouverts à la fois.

Ce phénomène a été accompagné d'une profonde perturbation de la mer. Une vague haute de 30 mètres s'est avancée avec la rapidité de l'éclair, balayant sur son passage bouées, maisons, baraques, arrachant la surface de l'île.

En certains endroits, la lave accumulée a formé des collines hautes de plusieurs centaines de pieds.

Pendant l'éruption, une île a surgi du fond de la mer.

Quatre cent mille individus, tous Malais, ont été tués. Il n'en est resté un seul dans vivant sur l'île de Tagolanda.

—En Chine, on vient d'accentuer l'assassin du vice-roi Mo.

Les détails sont affreux.

L'homme a été condamné à être coupé par petits morceaux. Ce supplice commence par les mains, les pieds et les jambes. Les bourreaux arrivent ainsi au trunk, et avec une succession de coups bien ajustés, font tomber la tête. Cela dura trois heures. On dit que 800 coups furent donnés en tout. Quelques-uns ont cependant qu'ils ont enlevé plus de mille morceaux à la victime.

A la fin, grande les bourreaux sont arrivés au camp et on sont rapporté un instant passé qu'ils savaient que de victimes allait être mise à pourvoi sans pouvoir en être délivrés!

Dis-est mon fils!

Le courage du patient les encourage. Les serveurs obéissent aux prescriptions du docteur, le gouverneur de la voiture et le postillon; il n'est que temps, car le malade, épuisé, allait succomber. Le président des opérations leur ordonne de continuer, et encourage le docteur à prendre le courage.

Chicago, 13.—Trois travailleurs ont été tués aujourd'hui par la chute d'un mur.

Milwaukee, 13 oct.—Une bande de cyclones s'étend de Chicago, mais aujourd'hui on n'a signalé aucun passage, on craint de bien désastreux les trains.

MARCHÉS EUROPÉENS.

Liverpool, 13 au soir.—Coton ferme. Ventes 8,000 balles. Middl. 9d 1/2. Orléans 9d 1/2.

Londres, 13 au soir—Consolidés 92 1/8. Bonds 97 1/4.

MARCHÉS AMÉRICAINS.

New York, 13 au soir.—Coton faible. Ventes 2864 balles. Middl. 20 1/8. Orléans 20 1/2.

New York, 13—Argent, un peu plus facile à 7. Sterling 7 3/8 à 9. Or 114 3/4 à 1/2. Gouvernements excités à une hausse. 5-20, de '65, 114 1/8. Louisiane 68 et 68. Levée 76 et 80.

Memphis, 13—Coton plat. Midl. 18 3/4.

Galveston, 13—Coton ferme. Bon ordinaire 16 1/4. Stock 23,916.

Savannah, 13—Coton ferme. Low Midl. 18 7/8 à 19 1/4. Stock 19,564.

Mobile, 13—Coton ferme. Midl. 19 1/8. Stock 12,965.

Charleston, 13—Coton bien tenu. Midl. 19 1/8 à 19. Stock 13,817.

Louisville, 13—Toile d'emballage calme et bien tenue à 16. Coton bonne demande et est ferme. Midl. 19 1/4. Farine, extra de fam. 6 50. Fors, ferme et pâtisse à 12 50. Bacon 7 3/4. Jambons fermes. Le sucre 16 1/2. Graisse 10 à 11. Whiskey ferme, 91. Tabac calme et ferme.

St. Louis, 13—Coton ferme. Midl. 19. Farine extra de famille 6 50. Fors, ferme et pâtisse à 12 50. Bacon 7 3/4. Jambons fermes. Le sucre 16 1/2. Graisse 10 à 11. Whiskey ferme, 91. Tabac calme et ferme.

Cincinnati, 13.—Un compte plus récent de bulletins donne aux démocrates, dans le comté d'Hamilton, un autre démocrate et républicain, ce qui réduit à six la majorité républicaine en Chambres réunies.

Philadelphie, 13.—Après avoir pu un long passé pendant deux semaines, un prêtier a tué hier soir lui-même l'autre fabricant avec un revolver.

Québec, 13.—Les troupes ont reçu ordre d'entrer toutes les tentes et ces tourneront dorénavant pouvoir disposer aux incendies de Chicago.

New-York, 13.—La banque de Smyrne a suspendu. La cause en est attribuée à l'incendie de Chicago.

Londres, 13.—D'abondantes contributions pour secourir les habitants de Chicago dans leur